

DIAGNOSTIC DES PERCEPTIONS DES ENJEUX CLIMAT-AIR-ENERGIE DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

TABLE DES MATIERES

REGARDS CROISES DES ENJEUX CLIMAT-AIR-ENERGIE DE LA METROPOLE.....	3
Le partage des constats issus du diagnostic.....	3
Des enjeux plus ou moins présents dans les débats	4
L'identification des freins et des obstacles à l'action.....	5
CONSTAT ET PROPOSITIONS PAR THEMATIQUE	6
Comment améliorer drastiquement la qualité de l'air ?.....	6
De quelle manière diminuer nos consommations d'énergie ?	7
Comment adapter le territoire métropolitain aux évolutions du climat ?.....	8
De quelle manière faire évoluer nos pratiques de consommation ?.....	9
Comment maximiser les capacités de séquestration de carbone sur le territoire ? ...	10
De quelle manière préserver et renforcer la place de la nature dans la Métropole ?..	11

La Métropole Européenne de Lille (MEL) s'est engagée à relever le défi de la transition énergétique et du dérèglement climatique, dès 2006, dans son Agenda 21, en annonçant l'objectif de construire un Plan Climat Energie Territorial. Elle a également signé, en 2011, la Convention des Maires pour une énergie durable, qui engage ses signataires à dépasser les objectifs européens.

Avec l'élaboration du Plan Climat-Énergie Territorial, dès 2009, la Métropole a très vite cherché à impulser une forte dynamique pour que toutes les parties prenantes, au sein de l'institution et sur l'ensemble du territoire, se saisissent des enjeux et amorcent le changement nécessaire.

Ciblant les objectifs européens et internationaux, en particulier l'objectif de ne pas dépasser la barre des 2°C d'augmentation des températures issue de la COP 21, et s'inscrivant de fait dans une transition énergétique, la Métropole poursuit son effort au travers de différentes démarches complémentaires :

- L'élaboration du **Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)**, démarche réglementaire, dans lequel il est prévu d'associer très largement les citoyens et les acteurs du territoire ;
- La **labellisation Cit'ergie** offrant la possibilité de mobiliser les services et élus de la Métropole ;
- Le **Contrat d'objectifs Territorial pour la Troisième Révolution Industrielle (COTRI)** permettant de soutenir financièrement la mise en œuvre des actions issues de ces démarches ;
- L'étude de **planification énergétique** engagée début 2018 et visant à contribuer par les données produites au PCAET (volet productions et consommations énergétiques du territoire).

- Une participation à l'étude prospective du WWF-France 'Territoires 2°C' permettant de territorialiser à l'échelle métropolitaine l'objectif international de limiter la hausse de la température (2018).

Dans ce contexte foisonnant, la Métropole poursuit son effort de mobilisation sur ces sujets climat-air-énergie. Elle a, à ce titre, organisé le 28 septembre 2018 une réunion publique poursuivant l'objectif de lancer formellement la co-construction de la nouvelle mouture de la politique climat-air-énergie. Par les échanges, les travaux en sous-groupes et les témoignages de citoyens du territoire métropolitain, ce temps d'échanges a permis de partager les constats issus des études de diagnostic.

« L'objectif de limiter à 2°C le réchauffement climatique est un objectif extrêmement difficile à atteindre, nécessitant de mobiliser l'ensemble des forces vives du territoire métropolitain »

Christiane Bouchart, Vice-Présidente de la Métropole Européenne de Lille chargée du développement durable

La réunion en quelques chiffres :

50 participants d'horizon divers

6 thématiques traitées en parallèle afin d'échanger sur l'éventail des enjeux climat-air-énergie

3 heures de débat ayant permis d'échanger sur les perceptions de chacun, les enjeux prioritaires et *in fine* d'en tirer plus de **110** pistes de solution





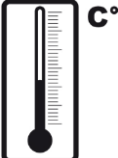

Le présent document présente et résume les échanges et les contributions des acteurs présents lors de cet événement. Il est une synthèse des perceptions des enjeux climat-air-énergie jugés comme prioritaires par les participants.

REGARDS CROISÉS DES ENJEUX CLIMAT-AIR-ENERGIE DE LA METROPOLE

Le partage des constats issus du diagnostic

Records de températures estivales, récurrence et allongement des épisodes de sécheresse, accroissement du nombre de ménages en situation de précarité énergétique, balance énergétique du territoire métropolitain très largement déficitaire, impacts sanitaires de la qualité de l'air...

Les signaux, alertes, points d'attention répertoriés au travers des différents exercices de diagnostic sont nombreux et appellent à un engagement pour y faire face dès aujourd'hui et dans les années à venir.

 <p>En 2016, l'alimentation et les biens de consommation représentent 57% des émissions indirectes de GES du territoire</p>	 <p>En 2016, la part d'énergie renouvelable couvre 9% de la consommation d'énergie finale du territoire .</p>	 <p>Le territoire métropolitain consacre plus de 2,2 Milliards d'€ à sa facture énergétique (chiffre de 2016 – année basse)</p>
 <p>¾ des communes de la MEL sont concernées par un risque inondation important</p>	 <p>Entre 1955 et 2013, la température moyenne observée à Lille a augmenté de + 1,37°C.</p>	 <p>La qualité de l'air est responsable de 1 700 décès prématurés chaque année sur le territoire de la Métropole</p>

Si l'ensemble des éléments de diagnostic présentés ont été largement partagés par les participants, cette réunion a été l'occasion de rappeler la 'hauteur de la marche' et l'urgence climatique dans laquelle nous nous inscrivons. Les prises de paroles ont permis de rappeler que la réussite de l'action climatique ne pourra prendre forme que par la mobilisation de tous quel que soit le niveau ou l'échelle ; et par une mobilisation se traduisant par des actions concrètes 'essaimant dans l'ensemble des politiques publiques et de manière cohérente mais aussi dans la vie et dans le quotidien de l'ensemble des Métropolitains'.

« Chaque dixième de degré compte... Chaque année compte et peut avoir des effets lourds de conséquence sur les écosystèmes, la santé et le bien-être des populations » Rapport du GIEC sur le réchauffement climatique à un degré et demi.

Si les interventions ont fait la démonstration qu’au-delà de la volonté de la Métropole, c’est toute une communauté d’acteurs, tout un collectif au service du climat qui doivent être mobilisés... elles ont également souligné l’importance de ne pas se focaliser sur les seules résistances individuelles ou citoyennes au changement. Elles ont rappelé que les contraintes sociales et sociétales (normes, infrastructures techniques, offres marchandes, politiques publiques etc.) jouent un rôle central dans la difficile transformation des pratiques.

En effet, si l’on s’en tient à l’espace domestique les marges de manœuvre des individus paraissent trop limitées. La dernière étude du SOeS portant sur ‘la prise en compte de l’environnement au sein des foyers’, sortie en janvier 2017¹, montre que la majorité des français ont intégré les enjeux et ce qu’il fallait faire mais qu’il leur est difficile d’agir car ils sont, sur une multitude d’aspect, sous contraintes. Contraintes qui pour une part résultent de choix politiques locaux (aménagement du territoire métropolitain, préservation du foncier naturel ou agricole, politique métropolitaine de la mobilité, etc.).

Des enjeux plus ou moins présents dans les débats

Les résultats des travaux en sous-groupes organisés dans le cadre de cette réunion publique ont permis de préciser les enjeux ou domaines d’action jugés comme prioritaires par les participants.

Au premier rang des thèmes débattus (au regard du nombre de contributions) vient le sujet des **mobilités** eu égard à leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques mais aussi le poids qu’elles représentent dans les consommations énergétiques métropolitaines. De nombreux échanges ont ainsi tournés autour des alternatives à l’autosolisme mais aussi à la réduction du besoin en mobilité par une politique d’aménagement du territoire rapprochant les zones d’habitat, d’emploi et de services.



Les **pratiques de consommation** (alimentaires et non alimentaires) sont également revenues à plusieurs reprises dans les contributions ou témoignages des citoyens présents. Elles renvoient là encore à la capacité pour les Métropolitains à consommer des produits locaux, moins chargés en carbone (ex. part des protéines animales et végétales dans nos assiettes) et à participer par leurs actes d’achat à la réduction des déchets à la source.

Autre sujet ayant fait l’objet de débat, l’enjeu de **réduction des consommations énergétiques relevant du secteur résidentiel** (chauffage, consommation liée à l’usage et au développement des outils numériques). *Accompagner la massification de la rénovation énergétique des logements, améliorer et convertir certains*

¹ Etude “Quelle prise en compte de l’environnement au sein des foyers ? - Analyse sociologique des pratiques domestiques des Français | SOeS, Ministère de l’environnement, de l’énergie et de la mer, janvier 2017

équipements de chauffage, adopter des comportements sobres en énergie... ont été cités comme des réponses essentielles à apporter.

D'autres thématiques traitées de manière plus limitées peuvent également être relevées. Citons :

- la nécessaire **préservation de la trame verte et bleue**, contributive de l'adaptation aux évolutions du climat et à l'amélioration de la qualité de l'air ;
- le besoin d'accompagner les **évolutions de pratiques culturelles** (réduction des pesticides, développement de l'agriculture biologique, etc.).

L'identification des freins et des obstacles à l'action

Pour emprunter la trajectoire attendue permettant de maintenir à moins de deux degrés le réchauffement climatique, les différents participants ont rappelé la nécessité de changer de mode de vie, de changer notre rapport à l'énergie et aux déterminants induisant ces consommations énergétiques et donc ces émissions (ex. mixité fonctionnelle des espaces) tout comme ceux induisant ces émissions de gaz à effet de serre non énergétiques (ex. utilisation d'intrants).

« Le Plan Climat n'est en rien un aboutissement. Il constitue un point de départ visant à répondre à l'urgence climatique. »

Un participant à la réunion publique du 28 septembre 2018

A ce besoin de changement, de faire autrement, il ne peut être proposé comme seule réponse des mesures de sensibilisation. Cela reviendrait à oublier la part largement contrainte des comportements de chacun (cf. ci-dessus).

In fine, les échanges issus de cette réunion ont permis d'identifier que la difficulté du changement est liée à trois points majeurs :

- **Le manque de sens** : les acteurs (habitants, élus, agriculteurs, etc.) ne comprennent pas toujours pourquoi ils doivent changer leurs modes de vies, leurs habitudes. Ils ne disposent pas des éléments de connaissance leur permettant de comprendre les grands enjeux, les limites du système actuel et les implications ou conséquences que cela peut avoir sur leur quotidien ;
- **Le manque de visibilité sur la place de chacun** et leur réel pouvoir de changement. Ainsi lorsque l'on évoque la transition énergétique et climatique, le citoyen ne se sent que trop rarement concerné, pensant même parfois que tout cela n'est qu'une fatalité et que nous n'avons pas vraiment d'autre choix. Cela est d'autant plus surprenant que le citoyen détient un rôle majeur et qu'il peut contribuer à transformer le marché par ses choix et ses comportements, tout en bénéficiant d'un retour économique presque immédiat. Le pouvoir de l'élu est également considérable en particulier dans sa capacité à lever certains freins sociotechniques (infrastructures, normes, offres marchandes, gestion foncière, etc.)
- **Une rupture dans la dimension symbolique, identitaire, culturelle**. Une politique ambitieuse dans le domaine énergétique peut être en décalage complet avec le système de représentation symbolique et identitaire, ou autrement dit le rapport qu'entretiennent des acteurs avec l'énergie. Il y a en effet un paradoxe à l'injonction à la maîtrise de la demande en énergie dans une société de consommation telle que la nôtre. C'est souvent cette dimension qui n'est pas assez prise en compte lors des processus de changement. La vision encore largement répandue d'une énergie considérée comme illimitée a favorisé l'émergence d'une véritable 'ébrété'

énergétique, caractérisée par des comportements et usages très énergivores, largement valorisés par les représentations sociales associées en particulier dans une société où ce que l'on possède est perçu comme ce que l'on vaut (usages de SUV, multiplication des « produits bruns » : audiovisuel : TV, lecteurs DVD, consoles, chaîne hi-fi, décodeurs, etc., et des « produits gris » : ordinateurs, imprimantes, box wi-fi ...).

CONSTAT ET PROPOSITIONS PAR THEMATIQUE

La réunion publique organisée le 28 septembre a permis l'animation d'un 'temps de réflexion' en sous-groupes afin d'échanger, questionner et formaliser des propositions de pistes d'actions s'appuyant notamment sur des initiatives d'ores et déjà existantes.

Comment améliorer drastiquement la qualité de l'air ?



Constat débattu :

Les épisodes récurrents de pollution tout comme la pollution chronique ou dite de fond, auxquels la Métropole est particulièrement soumise, placent la qualité de l'air au centre des préoccupations. Ces polluants engendrent des impacts sanitaires. Ils affectent en particulier les voies respiratoires engendrant potentiellement des affections graves (maladies cardiovasculaires, respiratoires ou neurologiques, cancers, etc.)

Le secteur des transports est à l'origine de **plus de 60%** des émissions d'oxydes d'azote et **37%** des particules fines émises en 2012 sur le territoire de la Métropole.

Diagnostic du PCAET

Parmi les déterminants de ces polluants atmosphériques, les transports sont responsables d'une part importante des concentrations de particules fines et des oxydes d'azote présents dans l'atmosphère. Les transports doivent parvenir à se réinventer, au-delà d'une simple amélioration de normes des véhicules thermiques.

Le mode de chauffage des bâtiments, en particulier résidentiels, constitue une autre source d'émissions de polluants importante. Ainsi, l'utilisation du bois énergie contribue grandement à l'émission de

particules.

La qualité de l'air liée à l'habitat doit également être surveillée à l'intérieur des logements : les espaces clos sont à l'origine de multiples sources de pollution, qui proviennent des modes de chauffage, des produits ménagers ou de l'humidité... Potentiellement aggravée par l'isolation des bâtiments, la qualité de l'air intérieur a des impacts sanitaires importants, notamment sur les pathologies respiratoires.

Propositions issues du groupe :

- Mettre en place la gratuité des transports en commun
- Organiser des journées régulières 'Métropole sans voiture' afin d'accompagner le changement de pratiques
- Développer une politique de stationnement plus contraignante (tarifs des amendes, réduction du nombre de places, etc.)

- Réorienter le budget 'transport' vers le développement massif des modes de déplacement doux et actifs (ex. développement des parkings vélos sécurisés)
- Aménager le territoire métropolitain en prenant en compte l'impact des principaux axes routiers (ex. localisation des services accueillant des publics sensibles, développement des espaces verts le long des voies, etc.)
- Aider à la conversion des équipements de chauffage

De quelle manière diminuer nos consommations d'énergie ?



Constat débattu :

La maîtrise de l'énergie est une condition essentielle de la transition énergétique : aucun modèle alternatif au système énergétique actuel ne peut émerger dans un contexte de croissance des consommations.

Cela passe par une réduction du besoin en mobilité mais aussi par un véritable effort de massification des travaux de rénovation thermique des bâtiments résidentiels mais aussi tertiaires (publics et privés). Le rythme de rénovation apparaît aujourd'hui insuffisant compte tenu des résultats : faiblesse du taux de concrétisation, difficulté à mobiliser le 'reste à payer' pour les ménages, niveau d'ambition des rénovations réalisées rarement ambitieux, etc.

Cet enjeu de diminution des consommations énergétiques est d'autant plus prégnant qu'il constitue une réponse à de nombreux ménages métropolitains en situation de précarité énergétique.

L'adoption de comportements énergétiquement plus sobres présente un potentiel de réduction des consommations énergétiques entre 15 et 20%

Vision Ademe 2030-2050

Au-delà des investissements d'efficacité énergétique à consentir, la sobriété énergétique est un pilier important de la maîtrise de la demande en énergie. Elle consiste à limiter, éliminer ou mutualiser certains usages énergétiques non nécessaires. Elle nécessite donc pour chacun de se questionner sur ses pratiques de consommation et de distinguer ce qui relève des besoins de ce qui relève des envies ou des habitudes.

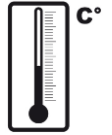
Le secteur résidentiel représente 32% des consommations énergétiques de la Métropole contre 24% pour le secteur des transports.

Diagnostic du PCAET

Propositions issues du groupe :

- Lancer un grand plan d'aide à la rénovation énergétique des logements
- Faire respecter la réglementation en matière d'extinction des vitrines et autres enseignes
- Informer, sensibiliser, donner du sens à des actes de réduction du gaspillage énergétique
- Développer les solutions de covoiturage, autopartage, de modes doux
- 'Eradiquer' le chauffage électrique
- Mettre en place une fiscalité locale verte
- Accompagner la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires publics et privés (mutualisation, échanges de pratiques, etc.)

Comment adapter le territoire métropolitain aux évolutions du climat ?



Constat débattu :

Les effets du changement climatique sont déjà visibles sur le territoire métropolitain (pics de chaleur, accroissement des épisodes pluvieux hivernaux engendrant des inondations, fragilisation et modification de la répartition géographique de certaines espèces, etc.). Face à cela, la configuration de la Métropole, sa forte densité, rendent sa population et les activités présentes particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

Aussi la manière de concevoir le territoire est un levier important pour prévenir les risques, adapter le cadre de vie à l'évolution du climat, tout en améliorant les conditions de vie : moyens durables de rafraîchissement, gestion flexible des espaces en fonction des aléas, conception d'infrastructures facilitant le rafraîchissement passif ou les résistances aux aléas climatiques, adaptation des espèces et des pratiques culturelles, etc.

Adapter le territoire aux évolutions du climat, c'est aussi favoriser la résilience des populations, et en particulier des plus fragiles. Cela passe par le développement des dispositifs innovants d'information et d'alerte, en renforçant le lien social pour favoriser les capacités des habitants à s'entraider.

Le nombre de jours chauds sur la Métropole (>25°C) pourrait augmenter de plus de 11 à 26 jours d'ici 2055.

Diagnostic du PCAET

Propositions issues du groupe :

- Anticiper l'évolution du cycle de l'eau afin d'assurer la pérennité de l'approvisionnement en eau (qualité et quantité)
- Développer la végétalisation des espaces urbains denses
- Repenser les revêtements des espaces publics afin d'en réduire le rayonnement (=albédo)
- Accompagner les structures favorisant le lien social, en particulier à destination des personnes âgées isolées.

De quelle manière faire évoluer nos pratiques de consommation ?



Constat débattu :

Nos modes de consommation (alimentaires et non alimentaires) ont des impacts importants en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie, tant au niveau des modes de production des produits consommés, de la manière de les acheminer jusqu'au consommateur ou encore de la réelle satisfaction d'un besoin auquel ils correspondent (\neq consumérisme). Le développement de modes de consommation plus durables, circulaires, participe donc à la transition énergétique, à la fois en encourageant des modes de production vertueux mais aussi des pratiques de consommation plus responsables (chasse au gaspillage, réduction des déchets à la source).

Parmi les produits de consommation présentant un enjeu, les produits alimentaires semblent occuper une part importante. Dans le contexte d'urbanisation croissante de la Métropole, il s'agit de soutenir le développement de filières de production locales, en développant des modes de production innovants et durables qui s'inscrivent dans des lieux et des supports urbains. S'ils ne seront probablement pas suffisants pour subvenir à l'ensemble des besoins alimentaires de la Métropole, ces nouveaux modes de production pourront permettre l'émergence de nouveaux modèles de distribution et de consommation plus durables : de nouveaux cercles vertueux sont à réinventer.

En 2016, l'alimentation et les biens de consommation représentent 57% des émissions indirectes du territoire liées au consommation

Diagnostic du PCAET

Propositions issues du groupe :

- Développer les possibilités d'achats en circuits courts
- Encourager et faciliter le 'Do it yourself'
- Préserver une agriculture urbaine durable (réserve foncière)
- Créer des supermarchés citoyens, locaux (ex. Superquinquin à Fives)
- Faciliter les initiatives du type 'Repair Café', ZDZG, ressourceries
- Développer l'économie de la fonctionnalité sous toutes ces formes (ex. mutualisation de véhicules)

Comment maximiser les capacités de séquestration de carbone sur le territoire ?



Constat débattu :

Parmi l'ensemble des aménités qu'ils offrent au territoire, les espaces végétalisés ont la capacité de séquestrer les GES, au niveau de leur biomasse comme au niveau de leurs sols, sur des durées plus ou moins longues, et de se comporter ainsi comme des réservoirs de carbone.

Si aujourd'hui sur le territoire métropolitain, la tendance est plutôt à la diminution des capacités de séquestration carbone, des leviers existent.

Les leviers prioritaires à actionner pour le maintien ou l'augmentation du stockage de GES par la biomasse passent par :

- Une gestion sylvicole responsable, mais surtout un développement et un renforcement de la trame arborée urbaine.
- Le développement des filières de produits biosourcés, au sein desquels le carbone reste stocké, en substitution à des produits dérivés d'hydrocarbures : matériaux de construction à base de bois, de plantes textiles (lin, chanvre...), produits chimiques à base de substances végétales (solvants, peintures, plastiques biodégradables).

Sur le territoire de la MEL, la capacité de stockage carbone tend à diminuer en raison de l'artificialisation des sols.

Diagnostic du PCAET

Propositions issues du groupe :

- Développer l'agroforesterie
- Utiliser l'ensemble des délaissés urbains au profit de la biodiversité et de l'agro-écologie
- Renforcer la place de l'arbre dans l'espace urbain

De quelle manière préserver et renforcer la place de la nature dans la Métropole ?



Constat débattu :

Les territoires denses et urbanisés, comme celui de la MEL sont particulièrement sensibles aux effets du changement climatique : les matériaux et la structure urbaine sont à l'origine du phénomène d'îlots de chaleur ; l'artificialisation des sols augmente la vulnérabilité du territoire aux inondations ; la place décroissante accordée aux espaces naturels perturbe les équilibres écologiques et impacte la qualité de vie des habitants. Pour construire la Métropole de demain résiliente et durable, il est primordial de redonner toute leur place aux espaces naturels. Ces derniers constituent une richesse à préserver et leurs vertus sont multiples : renforcer la place de la nature en ville permettra d'améliorer la qualité de l'air et le cadre de vie, mais aussi de préserver la biodiversité, et de créer de nouveaux espaces de sociabilité.

Propositions issues du groupe :

- Redonner une place à la trame verte et bleu dans les projets urbains et de requalification de l'espace public
- Créer un réseau d'îlots de fraîcheur au sein de la Métropole
- Accroître le coefficient de biotope des zones urbaines